



# Assemblée générale

Distr. générale  
19 juillet 2002  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-septième session

Point 68 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### Examen et application du Document de clôture

de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement

## Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement

### Rapport du Secrétaire général\*\*

#### *Résumé*

Le présent rapport donne un aperçu général des activités relevant du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement menées par le Département des affaires de désarmement dans le cadre d'un programme élargi de sensibilisation dans les domaines suivants : a) les armes de destruction massive; et b) les armes classiques, en particulier les armes légères. Il expose également les activités menées par le Département de l'information dans le cadre du Programme.

Dans l'exécution de son programme, le Département des affaires de désarmement fait de plus en plus appel à l'Internet pour mettre les informations à la disposition d'un large éventail d'utilisateurs. De même, il a actualisé son site Web très complet de façon à le rendre plus attrayant et plus facile à utiliser.

Conformément à la politique du Secrétaire général visant à renforcer les liens avec la société civile, le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement a intensifié ses échanges avec les organisations non gouvernementales et les instituts de recherche.

---

\* A/57/150.

\*\* Le présent rapport expose les activités menées dans le cadre du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement entre juillet 2000 et juin 2002.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1–5	3
II. Ressources consacrées à l’information et à l’éducation . . . . .	6–20	3
A. Publications . . . . .	6–12	3
B. Le site Web . . . . .	13–18	4
C. Expositions . . . . .	19–20	5
III. Activités d’information et d’éducation . . . . .	21–34	6
A. Tables rondes, colloques et projections de films . . . . .	21–22	6
B. Conférence internationale . . . . .	23	7
C. Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération . . . . .	24–29	8
1. Groupe d’experts gouvernementaux chargé d’examiner l’éducation en matière de désarmement et de non-prolifération . . . . .	24–27	8
2. Initiatives en vue de désarmer les jeunes : projet concernant l’éducation en matière de paix et de désarmement . . . . .	28	8
3. Association internationale des recteurs d’université . . . . .	29	9
D. Activités menées en coopération avec l’Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement . . . . .	30–31	9
E. Activités des messagers de la paix nommés par le Secrétaire général . . . . .	32–33	9
F. Réunions d’information . . . . .	34	9
IV. Coopération avec la société civile . . . . .	35–40	9
V. Activités régionales . . . . .	41	10
VI. Formation . . . . .	42–44	10
A. Programme de bourses d’études des Nations Unies sur le désarmement . . . . .	42	10
B. Accueil de stagiaires . . . . .	43	11
C. Ateliers sur les techniques de surveillance reposant sur la coopération . . . . .	44	11
VII. Activités du Département de l’information . . . . .	45–60	11
A. Campagne d’information . . . . .	45–46	11
B. Radio et télévision . . . . .	47–49	12
C. Publications . . . . .	50–51	13
D. Internet . . . . .	52	13
E. Organisations non gouvernementales . . . . .	53	13
F. Affaires publiques . . . . .	54	14
G. Centres d’information des Nations Unies . . . . .	55–59	14
H. Autres activités . . . . .	60	15
VIII. Conclusions . . . . .	61–65	15

## I. Introduction

1. Par sa résolution 55/34 A, adoptée sans avoir été mise aux voix le 20 novembre 2000, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-septième session, un rapport portant à la fois sur la façon dont les organismes des Nations Unies auraient mené à bien, durant les deux années précédentes, les activités au titre du Programme et sur celles qu'ils envisagent pour les deux années suivantes. Le présent rapport est présenté comme suite à cette demande et porte sur les activités menées dans le cadre du Programme entre juillet 2000 et juin 2002.

2. La gestion du Programme incombe principalement au Service du suivi, de la base de données et de l'information du Département des affaires de désarmement. Son financement est assuré par le budget ordinaire et par des ressources extrabudgétaires, ainsi que par le Fonds d'affectation spéciale du Programme, dont le statut fera l'objet d'un additif au présent rapport.

3. Le Programme d'information sur le désarmement reflète les priorités du programme de travail du Département des affaires de désarmement, et se concentre en particulier sur les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires. Les armes classiques, l'accumulation excessive et déstabilisante des armes légères et l'optique désarmement-développement en sont un autre domaine prioritaire. Les sections qui suivent montrent comment le Programme a répondu à ces préoccupations par le biais de publications, de colloques, d'expositions et d'autres activités, notamment dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui s'est tenue en juillet 2001, ainsi que des préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2005, qui ont commencé en avril 2002, et de la Conférence proprement dite.

4. L'adoption du Programme d'action de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects ne manquera pas d'influer sur le Programme pendant l'exercice biennal à venir. Dans le même temps, les recommandations des études des Nations Unies sur la question des missiles sous tous ses aspects (A/57/229) et sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, lorsque l'Assemblée générale les

aura approuvées, serviront aussi de guide pratique aux travaux futurs du Programme.

5. Ces quelques dernières années, conformément au vœu exprimé par le Secrétaire général de renforcer les liens entre l'ONU et la société civile, le Programme a intensifié ses échanges avec divers secteurs du public, principalement les organisations non gouvernementales (ONG) et les instituts de recherche. Le Programme a travaillé en collaboration étroite avec la société civile pour faciliter la participation de cette dernière aux grandes conférences internationales, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères et les conférences d'examen des accords multilatéraux de désarmement, comme la session d'avril 2002 du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2005, ainsi que les deux groupes d'experts sur la question des missiles et sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération.

## II. Ressources consacrées à l'information et à l'éducation

### A. Publications

6. Le Département a poursuivi son programme de publication de base, notamment *Nations Unies, Annuaire du désarmement*, la série d'études spéciales et la revue trimestrielle *Actualités du Département des affaires de désarmement*. Ses publications ponctuelles portent sur des questions thématiques comme le terrorisme, les armes de destruction massive, la destruction des armes légères, les enfants et le désarmement, et l'optique sexospécifique. En collaboration avec le Comité des organisations non gouvernementales pour le désarmement, le Département a publié un document de base sur le désarmement.

7. Le Département a aussi fait davantage usage de son site Web pour donner un accès plus facile et plus rapide aux informations sur les débats et les faits nouveaux survenus dans les tribunes multilatérales de désarmement. Par exemple, la revue *Actualités du Département des affaires de désarmement* et la série d'études spéciales sont accessibles en ligne dans les 24 heures suivant leur établissement, alors que la reproduction des versions imprimées peut prendre trois à quatre semaines. Le Département continue

d'actualiser sa liste de distribution électronique de façon à prévenir les utilisateurs du Programme de l'affichage de ses dernières publications.

8. Le Département a apporté quelques innovations à ses publications pendant la période considérée. Par exemple, la vingt-sixième édition de l'*Annuaire du désarmement* en 2001 contenait une section sur les résolutions relatives au désarmement et aux droits de l'homme. En outre, des présentations graphiques ont été ajoutées au texte. Au cours du prochain exercice biennal, le Département prévoit davantage de présentations graphiques dans l'*Annuaire du désarmement*. Depuis 2001, la série d'études spéciales est affichée sur le site Web. Une version française d'*Actualités du Département des affaires de désarmement* est en cours de production et de distribution, et le Département des affaires de désarmement, en collaboration avec le Département de l'information, l'affichera sur les pages françaises du site Web de l'ONU.

9. En coopération avec la Section de la vente et de la commercialisation des publications du Département de l'information, une enquête est en cours pour déterminer dans quelle mesure les bibliothèques et les établissements de recherche souhaitent recevoir l'*Annuaire du désarmement* sur CD-ROM ou en ligne par l'Internet. Le Département mènera une enquête similaire auprès des principaux lecteurs de l'*Annuaire*, à savoir les missions permanentes et les représentants des gouvernements à la Première Commission, ainsi qu'auprès des membres de la Conférence du désarmement. Les résultats, que l'on devrait avoir au début de 2003, aideront à déterminer l'utilité et le degré d'intérêt de la publication, et aussi s'il faut chercher une autre méthode de distribution.

10. En collaboration avec le Département de l'information, le Département des affaires de désarmement a produit une affiche pour faire connaître la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Les deux Départements ont aussi collaboré à la production d'un panneau pédagogique à double face, portant sur toutes les questions touchant le désarmement multilatéral, sur la base de la section désarmement de la visite guidée (inaugurée en octobre 2000 par le Messenger de la paix de l'ONU, Michael Douglas). Une reproduction est distribuée aux enseignants et aux écoliers. D'un côté sont exposés les problèmes de désarmement les plus urgents, et de l'autre les efforts

déployés pour les résoudre. Ce document est aussi affiché sur le site Web du Département.

11. Les publications dont la liste suit sont sorties entre le 1er janvier et le 30 juin 2002. On trouve aussi la liste des publications du Département sur le site Web de ce dernier, ainsi que sur celui du Département de l'information. La liste des publications parues en 2000 et 2001 figure également dans la vingt-cinquième édition de l'*Annuaire du désarmement* :

a) *Actualités du Département des affaires de désarmement*, décembre 2001 et mars/avril 2002;

b) Brochure sur « Les enfants et le désarmement » (produite dans le cadre de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, mai 2002);

c) *Disarmament: A Basic Guide* : panneau à double face sur toutes les questions de désarmement, fondé sur la section désarmement de la visite guidée des bâtiments de l'Organisation.

12. Les publications suivantes paraîtront au cours de l'exercice biennal 2002-2003 :

a) *Nations Unies, Annuaire du désarmement, 2001 et 2002*;

b) *Actualités du Département des affaires de désarmement*, trimestriellement en 2002 et 2003;

c) Étude spéciale No 6 : *Disarmament agenda for the twenty-first century* (Agenda du désarmement pour le XXI<sup>e</sup> siècle);

d) Série d'études sur le désarmement : Étude sur la question des missiles sous tous ses aspects (A/57/229); Étude sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération;

e) Publication commune du Département des affaires de désarmement et des ONG sur les tables rondes;

f) Nobel voices on disarmament, documentaire parlé.

## B. Le site Web

13. Pendant la période considérée, le Département a restructuré son site Web de façon à l'axer davantage sur les différents thèmes. On y trouve des questions fondamentales comme les armes de destruction

massive, les armes classiques et le désarmement régional, de même que des articles sur des questions nouvelles comme le rapport entre le désarmement et le terrorisme, et sur les aspects touchant les femmes et les enfants.

14. En collaboration avec le Département de l'information, le site Web a aussi été utilisé pour diffuser des informations et des rapports de situation sur les grandes conférences tenues sur des questions liées au désarmement, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, la Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires tenue en 2001, et la session de 2002 du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2005. Dans les deux premiers cas, les informations ont été affichées dans toutes les langues officielles de l'ONU.

15. Le site Web du Département est très fréquemment utilisé. En moyenne, en période creuse, le site est consulté par environ 6 590 personnes par mois, soit un total de 98 758 consultations. Le nombre de visiteurs peut tripler pendant les préparatifs ou au cours de la session de l'Assemblée générale. Les pages les plus consultées sont les bases de données concernant le désarmement, en particulier celles qui donnent les résolutions et décisions de la Première Commission et l'état des accords sur le désarmement et la réglementation des armements. Le Département prévoit de surveiller plus en détail et à long terme les consultations sur le Web afin de rassembler des statistiques sur l'utilisation régionale du site Web et déterminer les éléments du site qui sont consultés le plus fréquemment. Cette surveillance suivie permettra au Département de mieux comprendre le type d'information requis et de déterminer la meilleure façon de communiquer cette information.

16. Sur la base des statistiques citées ci-dessus, le Département a accordé une plus grande attention aux bases de données sur le désarmement suivantes, qui constituent une source d'information importante pour les États Membres, les organisations non gouvernementales et d'autres institutions :

a) Les résolutions et décisions de l'Assemblée générale relatives aux questions de désarmement (y compris la façon dont les pays votent et les auteurs de ces textes);

b) L'état des accords relatifs au désarmement et à la réglementation des armements;

c) Les renseignements fournis par les États Membres au Registre des armes classiques de l'ONU et les rapports normalisés sur les dépenses militaires; et

d) Les rapports présentés en vertu de l'article 7 par les États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.

17. On a aussi ajouté au site Web une section sur les ressources en matière d'éducation qui suit les progrès des travaux du groupe d'experts gouvernementaux chargé d'établir une étude des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Cette section met aussi en lumière une présentation en format Power Point sur la paix et le désarmement et la version électronique de *Disarmament: A Basic Guide*, panneau à double face sur la section Désarmement de la visite guidée, et une page de liens avec les programmes d'éducation et d'information des institutions et organisations de recherche et d'enseignement dans des domaines apparentés.

18. Pour l'avenir, le Département prévoit de donner aux États Membres la possibilité de présenter leurs rapports nationaux en ligne par accès Internet authentifié. Ils pourront notamment présenter ainsi leurs contributions aux rapports normalisés sur les dépenses militaires et au Registre des armes classiques. En coopération avec le Département de l'information et le groupe de travail sur les questions liées à Internet du Comité des publications, le Département examine actuellement les moyens de développer la version multilingue du site Web dans l'optique des recommandations du groupe d'experts gouvernementaux susmentionné, telles que les a approuvées l'Assemblée générale. Ces deux initiatives dépendront de la disponibilité de crédits et de ressources humaines.

## C. Expositions

19. En conjonction avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, les expositions suivantes ont été organisées et présentées au Siège de l'Organisation des Nations Unies :

a) Sculpture d'armes, qui comprend plus de 7 000 armes légères neutralisées soudées ensemble pour former les murs, le plafond et le plancher d'une boîte de la taille d'une pièce, accompagnée d'une présentation vidéo, d'un mur avec des images de victimes et un long tableau où les visiteurs peuvent inscrire leurs pensées et leurs réflexions et d'agents bénévoles sur place pour répondre à leurs questions. Cette exposition a été présentée dans la salle des pas perdus de l'Assemblée générale pendant la Conférence et une bonne partie du mois d'août 2001. Elle a été montée par un groupe d'artistes d'Edmonton (Canada) et amenée à l'ONU avec l'assistance de la Mission permanente du Canada;

b) Une collection de photos de victimes de la violence par armes à feu, appelée « the Mural of Pain » (le mur de la douleur). Cette exposition, organisée par l'organisation non gouvernementale Viva Rio, met en lumière l'effet des armes légères sur les populations civiles au Brésil;

c) Le Réseau d'action international sur les armes légères, en coopération avec le Département, a présenté une série d'affiches touchant le commerce illicite des armes légères, l'accent étant mis sur les enfants. Le Réseau a aussi facilité une exposition de modèles de pistolets, d'armes de poing et d'armes légères plus conséquentes. L'exposition présentait également des affiches et documents connexes sur le commerce illicite des armes en Afrique, en même temps que de grandes photos d'enfants soldats utilisant ces armes;

d) Une exposition intitulée « Transforming Arms into Ploughshares » (Transformer les armes en socs de charrue), composée d'une série de sculptures faites exclusivement avec des armes neutralisées, présente des animaux domestiques, des meubles, des jouets et des instruments de musique. Cette exposition a été présentée en collaboration avec le Réseau d'action international sur les armes légères, le Conseil des églises chrétiennes du Mozambique et la Mission permanente du Mozambique;

e) Une exposition intitulée « Taking Aim at Small Arms: Defending Children's Rights » (Contre les armes légères et pour la défense des droits des enfants). Lancée en 1999 en tant que coproduction du Département et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), cette exposition a été réorganisée et actualisée pour être présentée à la Conférence. Elle met en lumière l'effet dramatique sur les femmes et les enfants de la disponibilité excessive des armes légères. Il s'agit d'une exposition itinérante qui a été présentée au Siège et à la Maison de l'UNICEF, puis à Winnipeg (Canada), à Bamako (Mali) et dans la Principauté d'Andorre (voir <[www.unicef.org](http://www.unicef.org)>).

20. Parmi les expositions communes à venir, le Département des affaires de désarmement et le Département de l'information prévoient d'en organiser une sur le processus artistique qui a débouché sur la sculpture d'armes achevées faite en 2003.

### **III. Activités d'information et d'éducation**

#### **A. Tables rondes, colloques et projections de films**

21. Pendant la période considérée, le Département a continué la série de débats commencée en 1998 sur des sujets d'intérêt dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement aux fins de faire mieux comprendre ces questions et de faciliter un débat constructif en la matière entre les États Membres et la société civile (voir tableau 1 ci-dessous). Dans la plupart des cas, les présentations faites aux colloques ont été publiées ou sont en cours de publication et sont affichées sur le site Web du Département afin d'en élargir la diffusion. En coopération avec d'autres organisations, des dispositions ont aussi été prises pour projeter des films sur des questions liées au désarmement.

Tableau 1

16 octobre 2000	Première du documentaire vidéo <i>Armed to the Teeth</i> (Armés jusqu'aux dents) (Département des affaires de désarmement/Département de l'information)
17 octobre 2000	Le désarmement en tant qu'action humanitaire [Département des affaires de désarmement/Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (INURD)]
31 janvier 2001	La révolution dans les affaires militaires : incidences pour le désarmement et les Nations Unies (Département des affaires de désarmement/Conseil consultatif pour les études sur le désarmement)
5 février 2001	Évaluation de la vérifiabilité du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, rapport de la Commission indépendante chargée d'étudier la vérifiabilité du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Département des affaires de désarmement/Centre de vérification, de recherche, de formation et d'information)
7 mars 2001	Projection du film <i>Thirteen Days</i> et débat avec Ted Sorensen, Conseiller spécial du Président Kennedy pendant la crise des missiles de Cuba (Département des affaires de désarmement/Global Security Institute)
14 mars 2001	Gender Perspectives on Disarmament (Le point de vue des femmes sur le désarmement) (Département des affaires de désarmement/Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme)
26 avril 2001	Les conflits armés, les dépenses militaires et le développement (Département des affaires de désarmement et Département des affaires économiques et sociales)
17 octobre 2001	Les enseignements à tirer aujourd'hui de la crise des missiles de Cuba, débat avec l'ancien Secrétaire à la défense des États-Unis, Robert McNamara (Département des affaires de désarmement/Global Security Institute)
23 octobre 2001	Le terrorisme et le désarmement (Département des affaires de désarmement)
30 janvier 2002	La Convention sur les armes biologiques et le bioterrorisme (Département des affaires de désarmement/Conseil consultatif pour les études sur le désarmement)

22. Les thèmes retenus pour les manifestations à venir porteront sur les questions de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, le désarmement et le développement, et le désarmement en tant qu'action humanitaire.

## B. Conférence internationale

23. En collaboration avec le Gouvernement chinois, le Département a organisé en avril 2002 à Beijing une conférence internationale intitulée « Un programme de désarmement pour le XXI<sup>e</sup> siècle ». Des spécialistes de la sécurité et des diplomates du monde entier ont

examiné les doctrines de défense, le désarmement nucléaire, les questions spatiales, la prolifération des missiles et la défense antimissile et les armes classiques. Les documents présentés à la conférence seront publiés dans l'Étude spéciale No 6.

## **C. Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération**

### **1. Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération**

24. Au cours de la période considérée, le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération a tenu quatre sessions. Son étude doit être soumise à l'Assemblée générale lors de la présente session.

25. Afin de contribuer à une meilleure compréhension de la situation actuelle de l'éducation en matière de désarmement, le Groupe a effectué une étude officieuse des programmes actuels d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération parmi les gouvernements, les établissements de recherche et d'enseignement, et les ONG, qui a montré que, bien qu'il y ait peu de programmes consacrés entièrement aux études sur le désarmement et la non-prolifération à tous les niveaux de l'enseignement, il y avait un grand volume d'informations disponibles. Il a conclu que ces informations n'existaient pas souvent sous une forme pédagogiquement utile et étaient surtout disponibles en anglais.

26. En partant du principe selon lequel l'éducation était la responsabilité de tous, les experts ont élargi leurs délibérations en invitant des membres du Conseil consultatif pour les questions de désarmement à assister à leurs réunions et à examiner le projet d'étude. Étant donné le rôle important que l'Organisation des Nations Unies peut jouer dans ce domaine, les experts ont également invité des bureaux, organismes et programmes des Nations Unies à participer à l'élaboration de l'étude. Les experts ont également invité plus de 36 représentants d'établissements d'enseignement aux niveaux secondaire, tertiaire et supérieur de différentes parties du monde, et d'ONG et d'instituts de recherche spécialisés dans l'éducation et l'information en matière de désarmement, ainsi que des représentants des

médias, à avoir des échanges de vues avec eux et à examiner le projet d'étude. Le Groupe s'est réuni dans trois localités différentes – New York, Monterey (Californie) et Genève – afin de permettre aux différentes régions d'exprimer des vues diverses. Le Groupe s'est également servi du site Web du Département pour diffuser, à l'intention du public, les annexes de l'étude qui contiennent notamment les résultats de l'enquête et une page sur les ressources éducatives identifiées par le Groupe, qui comprend des liens électroniques avec les sites Web de nombreux programmes et organisations connexes.

27. Lorsque les recommandations de l'étude auront été approuvées par l'Assemblée générale, le Département utilisera les recommandations applicables comme directives pour l'aspect éducatif du Programme d'information sur le désarmement au cours des deux prochaines années. Il participera activement, comme il est demandé dans l'étude, à l'amélioration de l'harmonisation et de la coordination des activités éducatives parmi les bureaux, programmes et organismes des Nations Unies.

### **2. Initiatives en vue de désarmer les jeunes : projet concernant l'éducation en matière de paix et de désarmement**

28. Grâce à un don généreux de la Fondation pour les Nations Unies, le Département, en partenariat avec l'ONG Appel de La Haye pour la paix, a exécuté un projet de planification d'une durée de six mois, de décembre 2001 à juin 2002, comprenant des visites à N'Guigimi (Niger), Lima et Kampong Chhnang (Cambodge), afin de préparer l'exécution d'un programme de deux ans intitulé « Éducation en matière de paix et de désarmement : appui aux programmes de collecte d'armes et prévention de la violence ». Une proposition officielle pour le financement de ce projet d'une durée de deux ans a été présentée à la Fondation pour les Nations Unies. Des fonds ont également été demandés aux gouvernements qui font partie du Groupe d'États intéressés par des mesures concrètes de désarmement ainsi qu'à d'autres gouvernements. En mettant fortement l'accent sur la formation des enseignants, le programme éducatif a pour objet d'introduire les thèmes de la paix, du désarmement et du risque posé par les armes légères dans les programmes de cours existants. L'objectif est de donner aux jeunes les moyens de choisir la paix et le désarmement, plutôt que les armes, pour résoudre les



conflits, de manière à consolider les résultats obtenus par les programmes de collecte d'armes et à éliminer les obstacles au développement et à la prospérité. Il y aura parmi les participants d'anciens combattants et des jeunes au chômage et marginalisés.

### **3. Association internationale des recteurs d'université**

29. Le Département a continué à fournir un appui et à participer aux réunions organisées par l'Association internationale des recteurs d'université et la Commission pour l'éducation en matière de désarmement, le règlement des conflits et la paix au Siège et en d'autres lieux. L'ex-Président de la Commission a participé à la deuxième session du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et a apporté des conseils sur les difficultés rencontrées pour créer des programmes d'éducation en matière de désarmement au niveau universitaire.

### **D. Activités menées en coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement**

30. Conformément à l'article 1 de son statut, l'Institut travaille en liaison étroite avec le Département des affaires de désarmement qui nomme les membres de son conseil d'administration et organise ses réunions (le Conseil consultatif pour les études sur le désarmement fait fonction de conseil d'administration de l'Institut). D'après son statut, l'Institut doit consulter le Département sur les questions budgétaires.

31. Au cours de la période considérée, le Département et l'Institut ont accru la coordination des activités d'information et d'éducation. Ils ont lancé une série de documents intitulée « Le désarmement comme action humanitaire » en octobre 2000 et ils poursuivront leurs activités en 2002-2003 dans le cadre d'un programme conjoint de documents de recherche et de débats publics. L'UNIDIR a participé, à titre consultatif, à l'étude effectuée en 2001 sur les munitions et les explosifs ainsi qu'à l'étude effectuée en 2002 sur la question des missiles sous tous ses aspects. L'UNIDIR a également contribué activement à l'étude réalisée en 2002 sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et collaborera

étroitement à la future étude sur la sécurité de l'information.

### **E. Activités des Messagers de la paix nommés par le Secrétaire général**

32. Depuis sa nomination par le Secrétaire général comme Messenger de la paix le 30 juillet 1998, Michael Douglas a continué à appuyer l'Organisation des Nations Unies en général, et les activités concernant le désarmement nucléaire et le contrôle des armes légères en particulier, à l'occasion de ses entretiens avec la presse.

33. Lors de sa nomination comme Messenger de la paix en avril 2002, Jane Goodall, primatologue et écologiste de renommée internationale, a saisi l'occasion pour souligner l'impact négatif sur l'environnement de la doctrine de dissuasion nucléaire et des essais d'armes nucléaires.

### **F. Réunions d'information**

34. À la demande du Groupe des renseignements du Département de l'information, des fonctionnaires du Département ont tenu une trentaine de réunions d'information par an qui s'adressaient à : a) des étudiants de passage dans le cadre de programmes universitaires portant sur l'Organisation des Nations Unies; b) des membres d'associations pour les Nations Unies de divers pays; c) des stagiaires des ministères des affaires étrangères; d) des étudiants se préparant pour les jeux de rôle qui mettent en scène le fonctionnement de l'ONU; e) des membres d'ONG de passage.

## **IV. Coopération avec la société civile**

35. Outre les activités décrites ci-après, le Département a maintenu en permanence des relations étroites avec de grandes coalitions d'ONG, parmi lesquelles Reaching Critical Will, le Réseau international d'action contre les armes légères, le Bureau international de la paix, Educators for Social Responsibility, Hidankyo, une coalition d'ONG japonaises représentant les survivants de la bombe atomique, et des instituts de recherche. Dans le cadre du projet concernant l'éducation en matière de paix et de désarmement, le Département a collaboré avec

l'ONG Appel de La Haye pour la paix, qui regroupe plus d'un millier d'organisations dans le monde entier.

36. Étant donné la crise financière à laquelle de nombreuses ONG s'occupant du désarmement doivent faire face, le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement a envoyé une lettre contenant un appel aux grandes fondations, en soulignant qu'il fallait que ces fondations continuent à appuyer les activités de désarmement à un moment où l'utilité des accords multilatéraux de désarmement était mise en question et les négociations se trouvaient dans l'impasse.

37. En collaboration avec le Comité d'ONG pour le désarmement et le Département de l'information, le Département a organisé des tables rondes à l'automne de 2000 et de 2001 au cours de la Semaine du désarmement et au printemps de 2002 durant la première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération en 2005. Les débats ont couvert des sujets très divers, tels que les questions relatives aux missiles; le renforcement de la Convention sur les armes biologiques; la vérification de la Convention sur les armes chimiques; les aspects humains, environnementaux et militaires de la sécurité mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle; un traité visant à interdire les armes et la guerre dans l'espace; un nouveau programme de désarmement pour le XXI<sup>e</sup> siècle; et de nouvelles options pour la sécurité et la prospérité.

38. Le Département a facilité la publication de la documentation issue des réunions conjointes avec le Comité d'ONG pour le désarmement. Des transcriptions éditées des débats peuvent être consultées sur le site <<http://www.igc.org/disarm/forum.html>>. Le Département a également collaboré avec le Comité d'ONG pour le désarmement en vue de publier le document *Disarmament: A Basic Guide*, sous forme imprimée et sous forme électronique sur le site Web du Département.

39. Le Département a facilité la participation d'ONG aux grandes conférences relatives au désarmement, notamment le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et la Conférence elle-même, la Conférence de 2001 en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et la première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération en 2005,

tenue en avril 2002. En collaboration avec les États Membres et les États parties, le Département a également permis à des ONG de prendre la parole devant les délégations lors de réunions publiques prévues à cet effet, notamment dans le cadre du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères et de la Conférence elle-même ainsi que du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération en 2005. La participation active des ONG aux conférences relatives au désarmement constituait un phénomène dynamique et croissant étant donné que les gouvernements reconnaissent de plus en plus souvent non seulement le rôle de plaidoyer des ONG, mais également leurs connaissances hautement spécialisées dans certains domaines.

40. Le Département continuera à faciliter la participation des ONG aux conférences relatives au désarmement. Il continuera à appuyer les activités des ONG qui visent à diffuser et à promouvoir les idéaux et les principes de l'Organisation des Nations Unies. Il s'efforcera également d'élargir sa collaboration avec la société civile afin de promouvoir la limitation des armements et le désarmement.

## V. Activités régionales

41. Le Département a continué de mener ses activités par l'intermédiaire de ses trois centres régionaux pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes. Le rôle utile de ces centres dans la mise en oeuvre des programmes de vulgarisation et d'éducation a été réaffirmé par l'Assemblée générale. Les activités qu'ils mènent sont décrites dans les rapports du Secrétaire général établis pour chaque région (A/57/162, A/57/260 et A/57/116).

## VI. Formation

### A. Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement

42. Comme il en a été chargé par l'Assemblée générale, le Département a continué de mettre en oeuvre le programme de bourses, de formation et de services consultatifs des Nations Unies. Ce programme, qui a été conçu pour développer les compétences en matière de désarmement dans un plus

grand nombre d'États Membres, en particulier de pays en développement, a permis de former 58 diplomates durant la période considérée (pour plus de précisions, voir A/57/168).

## B. Accueil de stagiaires

43. À New York et à Genève, le Département a accueilli et formé des étudiants diplômés dans le cadre de plusieurs programmes de stage (voir tableau 2 ci-dessous). Les stagiaires étaient répartis dans les différents services du Département en fonction de leurs centres d'intérêt et des besoins internes. Ils ont participé à des tâches d'organisation et établi des rapports sur les organes chargés du désarmement, rédigé des notes d'information et des bibliographies sur des thèmes particuliers, résumé des articles de revues universitaires, organisé et annoncé des colloques et des tables rondes, élaboré des documents analytiques sur la paix et la sécurité et participé à la mise au point de bases de données pour les différents services. En choisissant les stagiaires, le Département s'est efforcé d'assurer l'équilibre entre les sexes et d'assurer une bonne représentation géographique, des pays en développement, en particulier.

Tableau 2

Programme de stages de l'Organisation des Nations Unies s'adressant à des étudiants de 2e ou de 3e cycle	4-6 stagiaires à plein temps	Durée 2-3 mois	Trois fois par an
Monterey Institute of International Studies/ Centre for Nonproliferation Studies (États-Unis d'Amérique)	Un stagiaire à plein temps à New York Un stagiaire à plein temps à Genève	Durée 6 mois  Durée 8 mois	Deux fois par an  Une fois par an
Fordham University, (États-Unis d'Amérique)	Un stagiaire à temps partiel	Durée 2-3 mois	Une fois par an
Nova Southeastern Law School, (États-Unis d'Amérique)	Un (ou deux) stagiaire(s) à plein temps	Durée 2-3 mois	Une fois par an
Columbia University/ School of International and Public Affairs, (États-Unis d'Amérique)	Un stagiaire à temps partiel	Durée 3 mois	Deux fois par an

## C. Ateliers sur les techniques de surveillance reposant sur la coopération

44. En collaboration avec le Cooperative Monitoring Center des Sandia National Laboratories du Département de l'énergie des États-Unis, le Département a parrainé un atelier intitulé « Useful Technologies for Peace Operations and Humanitarian Assistance Programmes », qui s'est tenu à Genève en juin 2001. Il s'agissait de familiariser les représentants concernés des organismes des Nations Unies avec le concept des techniques de surveillance reposant sur la coopération, qui sont utiles pour les opérations de paix, l'aide humanitaire et d'autres programmes des Nations Unies, l'accent étant mis sur les applications de ces technologies au contrôle des armements et au désarmement. L'atelier a été organisé pour donner suite à quatre ateliers consacrés à ce thème, qui ont eu lieu au Siège en février 2000.

## VII. Activités du Département de l'information

### A. Campagne d'information

45. Le Département de l'information a poursuivi ses efforts en vue de sensibiliser l'opinion et de faire connaître les activités menées par l'Organisation dans le domaine du désarmement et autres domaines connexes. En coopération avec le Département des affaires de désarmement et des membres du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères, le Département de l'information a organisé une campagne d'information complexe destinée à faire largement connaître la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui a suscité un large intérêt parmi les médias et les organisations de la société civile. Une brochure, un poster et un dossier de presse ont été produits et ont fait l'objet d'une large diffusion. Immédiatement avant la tenue de la Conférence, un prospectus intitulé « Setting the Record Straight », a été publié pour répondre à certaines questions et idées fausses largement répandues concernant les objectifs de la Conférence. Tous ces documents ont été affichés sur un site Web spécialement consacré à la Conférence. Des dispositions ont également été prises pour assurer une

retransmission et une couverture en direct des séances publiques sur le Web. Le 9 juillet 2001, premier jour de la Conférence, désigné Journée de destruction des armes légères, le Département a participé à l'organisation d'une manifestation spéciale au Siège, qui était parrainée par la Mission permanente des Pays-Bas. Une exposition spéciale : sculpture d'arme, « Inhuman », parrainée par la Mission permanente du Canada, a été organisée dans la salle des pas perdus de l'Assemblée générale et une autre exposition intitulée « Transforming Arms into Ploughshares », parrainée par la Mission permanente du Mozambique, a également été présentée. Les centres et services d'information des Nations Unies ont mené des activités d'information hors Siège en assurant notamment la traduction et la diffusion de documents dans les langues locales et en organisant des manifestations destinées à différents publics au niveau local.

46. Le Département a en outre prêté son concours au secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour la mise en oeuvre d'activités d'information dans le cadre des préparatifs de la Conférence organisée en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité, qui s'est tenue au Siège à New York du 11 au 13 novembre 2001. Le Département a contribué à diffuser des documents d'information et a facilité la couverture médiatique de la Conférence en organisant notamment une conférence de presse du Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement avant la tenue de la Conférence, ainsi que du Président de la Conférence et du responsable de l'information du secrétariat provisoire. Des dispositions ont également été prises pour diffuser les débats de la Conférence sur le site Web. Par ailleurs, le Département a organisé la couverture médiatique de la troisième Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, qui s'est tenue à Managua du 17 au 21 septembre 2001.

## B. Radio et télévision

47. Durant la période considérée, le Département de l'information a traité en profondeur différents aspects du désarmement et des questions connexes dans ses bulletins d'information et ses magazines d'actualité quotidiens qui sont diffusés dans les langues officielles et non officielles. Les émissions d'actualité proposent

des reportages sur les activités des organes chargés du désarmement, à savoir : la Conférence du désarmement, la Première Commission, la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères, le Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2005, de même que sur les activités des Parties à la Convention sur les armes chimiques, à la Convention sur les armes biologiques et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ces émissions ont couvert les sujets les plus divers : l'avenir du désarmement nucléaire, le commerce des armes légères, les incidences des armes légères sur le développement socioéconomique, les armes biologiques, les zones exemptes d'armes nucléaires en Afrique et en Amérique latine, les activités menées par l'ONU dans le domaine du déminage, la commémoration des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, le désarmement et diverses activités de la Semaine du désarmement.

48. Outre les programmes d'information, le Département de l'information a produit des programmes d'actualité consacrés au désarmement dans 10 langues et 14 programmes d'actualité consacrés aux armes légères dans toutes les langues officielles de l'ONU et en portugais aux fins de leur diffusion au niveau régional et dans le monde entier. En préparation de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2005, le Département continuera d'assurer la couverture d'articles consacrés à ce sujet et de diffuser des émissions d'actualité et des reportages sur cette question.

49. Les questions ayant trait au désarmement ont fait l'objet de plusieurs films vidéo produits par le Département de l'information : *L'ONU en action*, une série de magazines d'information qui est diffusée dans plus de 100 pays, et *World Chronicle*, le programme de débat télévisé de l'ONU. Par ailleurs, le Département a achevé la préparation d'un documentaire portant sur les séquelles de la guerre, intitulé « Legacies of War », qui a été produit en anglais dans une version de 31 minutes destinée au public, y compris aux écoles et autres établissements d'enseignement, et dans une version de 43 minutes destinée à la télévision. Ce documentaire traite des situations tragiques dans lesquelles se trouvent les populations civiles qui sont aux prises avec les cruelles séquelles de la guerre, notamment la

menace des mines terrestres et des bombes non explosées, la désintégration de la société et des traumatismes psychologiques graves. Il examine les séquelles des guerres et leur impact sur les populations civiles au Guatemala, en Bosnie, au Soudan, en Ouganda, au Kosovo et au Mozambique.

### C. Publications

50. Le Département de l'information a largement couvert les questions de désarmement à New York et à Genève, y compris la diffusion d'informations sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères, et a publié près de 200 communiqués de presse en anglais et en français, ainsi que des notes d'information. En outre, il s'est employé à sensibiliser le public aux questions de désarmement par le biais de ses publications périodiques : la *Chronique des Nations Unies*; l'*Annuaire des Nations Unies*; les deux brochures *L'ONU en quelques mots* et *Image et réalité*, dont on prépare de nouvelles éditions; ainsi que l'*ABC des Nations Unies*, dont une section importante couvre l'éventail complet des questions du désarmement et du rôle de l'ONU dans ce domaine.

51. Au cours de la période considérée, on a également continué à publier dans la *Chronique des Nations Unies* des informations sur les questions de désarmement, notamment dans certains articles intitulés « Troisième acte de l'ère nucléaire »; « Les États peuvent être tenus responsables des armes légères »; « Vers un monde exempt d'armes nucléaires : un pas en avant »; « Appuyer le désarmement axé sur les populations »; « La traçabilité des armes légères et de petit calibre est-elle possible? »; « Un appel contre l'usage des armes : la Conférence sur les armes légères »; « Un nouvel espoir pour la restriction de certaines armes classiques »; « Propositions de la Conférence chargée de l'examen de la Convention sur les armes chimiques »; et « La lutte contre les armes biologiques ». Le magazine *Afrique Relance* a publié et a diffusé en ligne un article sur les armes légères intitulé « Les armes légères en Afrique – violence armée : un lourd bilan ». Le chapitre sur le désarmement de chaque volume de l'*Annuaire des Nations Unies* contient un résumé des décisions prises par la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement ainsi que d'autres organes des Nations Unies s'occupant des questions de

désarmement. Le texte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale est reproduit intégralement.

### D. Internet

52. Le Service des informations de l'ONU a diffusé régulièrement sur la page d'accueil des Nations Unies des informations sur les questions de désarmement, y compris une couverture approfondie de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères. Les activités de désarmement concernant les armes chimiques et biologiques étaient également décrites sur une page spéciale du site Web du Centre de nouvelles des Nations Unies consacrée à la lutte contre le terrorisme. Les communiqués de presse de l'ONU sur les questions de désarmement et les publications pertinentes sont également disponibles sur l'Internet.

### E. Organisations non gouvernementales

53. Les questions de désarmement et les questions connexes ont aussi été traitées lors des réunions d'information hebdomadaires destinées aux ONG qui sont organisées au Siège par le Département de l'information. Au cours de la période considérée, une attention particulière a été accordée à la question des armes légères et de petit calibre. En outre, à la cinquante-troisième conférence annuelle DPI/ONG, qui s'est tenue du 28 au 30 août 2000 sur le thème « La solidarité mondiale : voie vers la paix et la coopération internationale », la question du partenariat entre la société civile, les gouvernements et les institutions intergouvernementales pour parvenir aux objectifs du désarmement a été abordée, en particulier par le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement. Les questions de désarmement seront également examinées à la cinquante-quatrième Conférence annuelle DPI/ONG, qui se tiendra du 9 au 11 août 2002 sur le thème « Reconstruire les sociétés sortant d'un conflit : une responsabilité commune ». L'une des sessions plénières, sur le thème « Démanteler les machines de guerre : établir une paix durable » sera centrée spécialement sur le désarmement et les techniques permettant d'éviter le réarmement dans les sociétés sortant d'un conflit; les programmes fondés sur les « meilleures pratiques » pour la collecte d'armes; et la destruction, le déminage et d'autres questions pertinentes.

## F. Affaires publiques

54. Au cours de la période considérée, le Département de l'information a répondu à 2 027 demandes de renseignements sur des questions relatives au désarmement. Il a organisé 38 réunions d'information sur le désarmement auxquelles ont participé 1 029 personnes provenant d'universités, d'écoles secondaires et d'ONG. Il y a également eu 42 réunions d'information sur la question des mines terrestres auxquelles ont participé 1 136 personnes. L'exposition rénovée sur le désarmement, qui est l'une des étapes importantes de la visite guidée, a été vue par 605 182 visiteurs pendant la période considérée.

## G. Centres d'information des Nations Unies

55. La plupart des centres, services et bureaux d'information des Nations Unies ont exécuté toute une série d'activités d'information afin de promouvoir la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères et ont également traduit la brochure et d'autres matériaux d'information concernant la Conférence. Le bureau de Minsk a élaboré un prospectus expliquant les objectifs de la Conférence, et le Centre d'information des Nations Unies à Lisbonne a diffusé un article.

56. En ce qui concerne les mines terrestres, le Centre d'information de Beyrouth a organisé des interviews du Représentant personnel du Secrétaire général pour le sud du Liban avec CNN, Abu-Dhabi TV, Al-Manar TV, LBC TV, Radio France Internationale et la Radio des Nations Unies. Le Centre d'information de Lima a aidé le Centre régional pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes à organiser une manifestation de deux jours sur le déminage; le Centre d'information de Rome a contribué à la diffusion du Rapport sur la surveillance des mines terrestres de 2000, et le Centre d'information d'Islamabad a participé à une campagne d'appel de fonds pour aider les enfants victimes des mines terrestres.

57. Le Centre d'information de Beyrouth et d'autres centres de la région ont organisé des interviews de hauts fonctionnaires des Nations Unies, diffusé des communiqués de presse et appuyé également un atelier international de déminage d'une durée de deux jours pour le sud du Liban. Le Centre d'information de

Sydney a promu une conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique sur le désarmement, qui s'est tenue en Nouvelle-Zélande en mars 2001, en publiant un communiqué de presse et en donnant des interviews à Singapore TV et à l'agence Associated Press.

58. Le désarmement était également un élément important du programme de sensibilisation du public et des établissements d'enseignement exécuté par les centres d'information. Des fonctionnaires du Centre d'information de Nairobi se sont rendus dans un certain nombre d'écoles dans les provinces du pays et ont tenu des séances d'information sur les questions relatives à l'ONU pour plus de 600 étudiants, en distribuant des matériaux d'information sur le désarmement et en projetant des films vidéo produits par le Département de l'information sur cette question. Ces films vidéo ont également été projetés par un certain nombre d'autres centres. Le Centre d'information de Ouagadougou a organisé des réunions d'information pour les officiers supérieurs des forces armées sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et le désarmement, et le Centre d'information de Mexico a appuyé une série de conférences sur le maintien de la paix et le désarmement pour 350 étudiants de l'Université nationale. Quelque 15 000 personnes ont participé à une manifestation en plein air organisée par le Centre d'information de Rome et la mairie de Rome, à la fin de laquelle des enfants ont brûlé symboliquement des armes en papier dans un grand feu de joie. Le Service d'information de Vienne a organisé une série de conférences pour les étudiants de l'Académie autrichienne de diplomatie, le personnel militaire, des experts européens en armements, de jeunes diplomates d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, et des étudiants universitaires des Pays-Bas. Plusieurs de ces initiatives de sensibilisation du public ont eu lieu dans le cadre de la Semaine du désarmement.

59. Des articles rédigés par les Secrétaires généraux adjoints aux affaires de désarmement et aux affaires économiques et sociales ont été placés dans les journaux locaux par les Centres d'information d'Islamabad et de New Delhi, et le Centre d'information de Moscou s'est chargé de faire publier le texte d'un discours du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève et Secrétaire général de la Conférence du désarmement pendant une session de la Conférence.

## H. Autres activités

60. Le Département de l'information a participé aux sessions du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. À la troisième session du Groupe, tenue à Genève, le Département a apporté des contributions importantes lors de l'élaboration du rapport du Groupe et a aidé à organiser des auditions publiques sur cette question, auxquelles des représentants des médias et des ONG s'occupant de l'information ont été invités à participer par le Département. Lorsque le rapport du Groupe aura été approuvé par l'Assemblée générale, le Département contribuera à la diffusion des recommandations du Groupe et appliquera activement ces recommandations dans ses domaines de compétence.

## VIII. Conclusions

61. **Au cours de la période considérée, le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement a continué à diffuser des informations dans le domaine des armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires. Le Programme continuera à diffuser des informations sur l'évolution de la situation et les efforts de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine.**

62. **Au cours de la période considérée, le Programme a été centré sur les dangers d'une prolifération excessive des armes légères, les effets déstabilisateurs d'une telle prolifération sur la société des pays concernés et la nécessité d'une action internationale pour faire face au problème. En étroite coopération avec le Département de l'information, une vaste campagne d'information a été lancée afin de promouvoir le processus préparatoire, la convocation et le suivi de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Les activités de suivi de la Conférence ont été centrées sur l'appui aux efforts régionaux afin de maintenir la dynamique de la Conférence et sur la mise en oeuvre du Programme d'action adopté à la Conférence.**

63. **Lorsque l'Assemblée générale aura approuvé le rapport sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, le Département s'efforcera, surtout dans le cadre du**

**Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement, d'appliquer les recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux dans la mesure où les ressources humaines et financières le permettront.**

64. **Le rôle joué par la société civile, en particulier les ONG, dans les conférences multilatérales sur le désarmement s'élargit constamment, comme cela a été démontré ces dernières années par une plus grande participation aux réunions et aux nombreuses manifestations parallèles organisées lors de ces réunions. Le Département, par l'intermédiaire du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement, continuera à appuyer ce processus.**

65. **Étant donné le rôle de plus en plus important des technologies de l'information, le Département continuera à élargir et à améliorer son site Web de manière à rendre l'information accessible à une large gamme d'utilisateurs.**